

Art. 6. Voor de in artikel 5 vermelde periode wordt het bedrag van de aan de aangestelde ontvangers uit te betalen jaarlijkse toelage en van de aan de plaatsvervangers van de gewone ontvangstkantoren uit te betalen toelage per uur vastgesteld zoals hieronder aangeduid, tegenover de naam van elk ontvangstkantoor :

Ontvangstkantoor		Jaarlijkse toelage van de aangestelde ontvangers in BEF	Toelage per uur van de plaatsvervangers in BEF
Nr.	te		
184	Lessen	1 500	0,40
300	Marchienne	13 200	5,95
305	Ronquières-1	4 200	1,65
306	Ronquières-2	1 800	0,60
501	Antoing	20 100	7,50
502	Kain	9 300	3,55
605	Thieu	2 400	0,95
607	Obourg	6 900	2,10
621	Hensies	7 200	3,05
631	Péronnes	7 500	2,60
851	Komen	15 000	6,95

Art. 7. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Toerisme en Externe Betrekkingen,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 1311

[C — 31156]

31 MARS 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 166, § 3, et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 74 et 75;

Vu le décret de la Communauté française du 18 juin 1990 portant délégation de compétences à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le fonctionnement du Collège de la Commission communautaire française,

Arrête :

Section 1re. — Disposition générale

Article 1^{er}. Chaque Membre du Collège de la Commission communautaire française dispose d'un Cabinet.

Section 2. — Attributions et compositions

Art. 2. § 1^{er}. Les attributions de chaque cabinet des Membres du Collège concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Collège ou les travaux de l'Assemblée de la Commission communautaire française; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du Membre du Collège; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Collège, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Art. 3. § 1^{er}. Le cabinet d'un Membre ne peut comprendre plus de trois membres, répartis comme suit :

- un conseiller ou chargé de mission;
- deux attachés.

Le directeur de cabinet du Membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale assumera également les fonctions de directeur de cabinet du même Membre du Collège de la Commission communautaire française.

§ 2. Pour la politique générale et pour des missions liées à l'exercice de la présidence, le Président peut adjoindre à son cabinet les Membres suivants :

- un conseiller ou chargé de mission;
- un attaché.

Art. 4. § 1^{er}. Pour les travaux d'exécution, le cabinet d'un Membre ne peut comprendre plus de trois agents, y compris les huissiers, les chauffeurs, les téléphonistes et les ouvriers.

§ 2. Le cabinet du Président peut, en outre, comprendre un agent supplémentaire pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale et aux missions liées à l'exercice de la présidence.

Art. 5. Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 3 ci-dessus, les agents de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région appartenant au niveau 1, rang 10 excepté. Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionné.

Art. 6. Les Membres du personnel des services publics, des organismes d'intérêt public ou des établissements d'enseignement subventionné, appelés à faire partie d'un cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi ni continuer à en exercer les attributions. Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

Section 3. — Nominations et fonctionnement

Art. 7. Les Membres et agents du cabinet sont nommés par le Membre du Collège concerné.

Les détachements au départ de l'administration de la Commission communautaire française sont soumis à l'avis préalable du Membre chargé de la Fonction publique, après avis du Fonctionnaire dirigeant. Les détachements au sein des institutions para-communautaires sont soumis à l'avis préalable du Membre fonctionnellement compétent, après avis du Fonctionnaire dirigeant.

En cas d'avis négatif, le Collège est saisi préalablement au détachement éventuel de l'agent.

Art. 8. § 1^{er}. Le directeur de cabinet communique les instructions et les ordres de service du Membre du Collège, par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle sous réserve d'en informer sans délai le fonctionnaire dirigeant de l'administration, du service public ou de l'organisme d'intérêt public concerné.

§ 2. Les autres Membres et agents du cabinet ne peuvent traiter avec l'administration, le service public ou l'organisme d'intérêt public concerné, que par l'intermédiaire du directeur de cabinet, ou avec son autorisation.

Section 4. — Rémunérations, allocations et indemnités

Art. 9. § 1^{er}. Il est alloué aux Membres des cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés, des Régions, et des services des institutions bruxelloises, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement, fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des ministères :

- conseiller et chargé de mission : échelle 13/2;
- attaché : échelle 11/3.

§ 2. Les agents des cabinets qui ne font pas partie du personnel des ministères nationaux, des Communautés, des Régions, et des services des institutions bruxelloises et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique, au grade des ministères correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation qui ne peut dépasser 35 000 francs. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale éventuellement prévue en régime transitoire, pour le personnel des ministères.

Art. 10. Les Membres et agents des cabinets bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation familiale de vacances et de l'allocation de fin d'année, aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des ministères.

Art. 11. § 1^{er}. Les Membres du personnel des ministères nationaux, des services d'une Communauté ou d'une Région qui font partie d'un cabinet et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent bénéficier, à charge de la Commission, d'un abonnement sur un moyen de transport en commun pour le trajet de leur domicile au lieu où est établi le cabinet.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. Eventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à la réglementation en matière de frais de parcours.

§ 2. Les Membres et agents des cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions prévues dans le même arrêté pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de course.

Art. 12. Un régime analogue à celui prévu à l'article 12, § 1^{er}, peut être appliqué aux Membres et agents des cabinets qui, sans faire partie du personnel des ministères nationaux ou des services d'une Communauté ou d'une Région, appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

Art. 13. Il est accordé aux Membres du personnel des ministères nationaux, des Communautés ou des Régions et des services des institutions bruxelloises, détachés dans les cabinets, une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

- conseiller et chargé de mission : 233 359 francs;
- attaché : 137 270 francs;
- personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de service : 96 089 francs.

Art. 14. § 1^{er}. La situation pécuniaire des Membres et agents du cabinet qui, sans faire partie des ministères nationaux, des communautés ou des régions et des services des institutions bruxelloises, appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 14. La Commission rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du Membre ou agent de cabinet augmenté, le cas échéant, des charges patronales; le traitement à prendre en charge ne peut néanmoins excéder le montant maximum de l'échelle de traitement prévu, pour le grade correspondant, par l'article 10;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 10. Cette allocation ne peut cependant pas dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions du 1^o lui seraient applicables.

§ 2. Le remboursement de la rémunération des Membres du personnel des ministères, des Régions et des Communautés détachés dans le cabinet d'un Membre du Collège est effectué conformément aux modalités fixées par le Gouvernement fédéral, régional ou communautaire concerné.

Art. 15. Le Membre du Collège, peut accorder une allocation de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un cabinet et qui ne sont pas, soit titulaires d'une fonction dans un ministère national, une Communauté, une Région ou dans les services des institutions bruxelloises, dans un service de l'Etat, ou dans un autre service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit titulaires d'une fonction à charge du Trésor public.

Cette allocation est égale à trois mois au plus d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour les personnes ayant occupé leurs fonctions durant une année au moins. Au-dessous de ce délai, l'allocation de départ est réduite à un mois d'allocation de cabinet.

En outre, pour les Membres des cabinets visés à l'article 10, § 1^{er}, qui ont exercé une activité complète pendant deux ans au moins, une allocation leur est octroyée par le Membre du Collège pour chacun des quatrième, cinquième et sixième mois suivant la cessation des fonctions au cabinet, à la condition que pendant le mois considéré, l'intéressé n'ait pas encore repris une quelconque activité professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Membre du Collège, peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé des fonctions dans un cabinet et qui sont exclusivement titulaires, soit d'une ou de plusieurs fonctions incomplètes dans un ministère ou dans les services des institutions bruxelloises, d'une Communauté ou d'une Région, d'un service de l'Etat, un autre service public, un organisme d'intérêt public ou un établissement d'enseignement subventionné, soit d'une ou de plusieurs pensions à charge du Trésor public se rapportant à une ou à des carrières incomplètes.

Dans ce cas, l'allocation de départ, établie conformément au deuxième alinéa du présent article, est diminuée de la somme totale qui est due à l'intéressé, pour la période correspondante, soit comme rémunération des fonctions incomplètes, soit comme pension.

Pour la fixation de l'allocation de départ, le supplément d'allocation visé à l'article 10, § 2, et les allocations prévues aux articles 14 et 18 n'entrent pas en ligne de compte.

L'allocation de départ prévue par le présent article ne doit pas être soumise à la retenue des cotisations de la sécurité sociale; elle ne peut donner lieu à l'octroi des allocations familiales dues en vertu des dispositions de l'article 41, alinéa 2, des lois coordonnées; éventuellement, celles-ci doivent être payées par l'Office national des allocations familiales pour travailleurs salariés, sur la base des dispositions de l'article 6 de l'arrêté royal n^o 49 du 24 octobre 1967 relatif aux prestations familiales revenant aux chômeurs.

La période couverte par l'allocation de départ ne peut être prise en considération pour le calcul du pécule de vacances.

Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur plein gré.

Art. 16. Il est accordé aux chauffeurs de voiture des cabinets :

1^o une allocation forfaitaire mensuelle de 10 981 francs;

2^o une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99 970 francs par an.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des Membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 10 et 14 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 17. § 1^{er}. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01.

Bruxelles, le 31 mars 1994.

Membre-Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Promotion sociale,
de l'Aide aux personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,

Ch. PICQUE

Membre du Collège chargé de la Politique culturelle,

D. GOSUIN

Membre du Collège chargé du Tourisme, du Transport scolaire,
de la Politique de la Santé et des Relations internationales,

D. HARMEL

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,

R. HOTYAT

Membre du Collège chargé de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air,
de la Politique de la Jeunesse, de l'Education permanente et des Foyers culturels,

D. van EYLL

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 1311

[C — 31156]

31 MAART 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de samenstelling en de werkwijze van de kabinetten van de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de artikelen 136, 138, 166, § 3, en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 74 en 75;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1990 houdende bevoegdheidsdelegatie aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van het Waals Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het nodig is de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie onverwijld te verzekeren,

Besluit :

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Elk lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie beschikt over een kabinet.

Afdeling 2. — Bevoegdheden en samenstellingen

Art. 2. De bevoegdheden van elk kabinet van de Leden van het College betreffen : de aangelegenheden die het algemeen beleid van het College of de werkzaamheden van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen beïnvloeden; de opzoekingen en de studies van aard het persoonlijk werk van het lid van het College te vergemakkelijken, het voorleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het secretariaat van het College, het in ontvangst nemen en openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé correspondentie, de verzoeken tot audiëntie, het persoverzicht.

Art. 3. § 1. Het kabinet van een Lid mag niet meer dan drie leden omvatten, verdeeld als volgt :

- een adviseur of opdrachthouder;
- twee attachés.

De kabinetschef van het Lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zal eveneens de functies van kabinetschef van hetzelfde Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie uitoefenen.

§ 2. Voor het algemeen beleid en voor opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap kan de Voorzitter aan zijn kabinet volgende leden toevoegen :

- een adviseur of opdrachthouder;
- een attaché.

Art. 4. § 1. Voor de uitvoeringstaken mag het kabinet van een Lid niet meer dan drie personeelsleden omvatten, daarin begrepen de bodes, de chauffeurs, de telefonisten en de werklieden.

§ 2. Het kabinet van de Voorzitter mag daarenboven één bijkomend personeelslid omvatten voor uitvoeringstaken in verband met het algemeen beleid en de opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap.

Art. 5. Mogen geen deel uitmaken van het in artikel 3 hierboven bedoelde personeel, de ambtenaren van het Rijk, van een Gemeenschap of van een Gewest die behoren tot niveau 1, rang 10 uitgezonderd. Deze maatregel geldt in dezelfde mate voor de houders van gelijkwaardige graden en die behoren tot de andere openbare diensten, de instellingen van openbaar nut en de gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 6. De personeelsleden van de openbare diensten, de instellingen van openbaar nut of de gesubsidieerde onderwijsinstellingen, die in een kabinet worden opgenomen, kunnen hun functie niet verder blijven uitoefenen noch er de bevoegdheden van waarnemen. Zij komen evenwel in aanmerking voor bevordering in hun administratie en nemen hun functie weer op bij het einde van hun opdracht.

Afdeling 3. — Benoemingen en werking

Art. 7. De leden en personeelsleden van het kabinet worden benoemd door het betrokken Lid van het College.

De detacheringen vanaf de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie worden onderworpen aan het voorafgaand advies van het Lid belast met het openbaar ambt, na advies van de leidende ambtenaar. De detacheringen binnen de para-gemeenschappelijke instellingen worden onderworpen aan het voorafgaand advies van het Lid dat functioneel bevoegd is, na advies van de leidende ambtenaar.

In geval van negatief advies wordt het College hiervan vóór de eventuele detachering van het personeelslid verwittigd.

Art. 8. § 1. De kabinetschef deelt de onderrichtingen en de dienstorders van het Lid van het College langs hiërarchische weg mede. In dringende gevallen kan hij van deze regel afwijken mits er onverwijld kennis van te geven aan de leidende ambtenaar van de administratie, van de openbare dienst of van de betrokken instelling van openbaar nut.

§ 2. De andere leden en personeelsleden van het kabinet mogen slechts handelen met de administratie, de dienst of de betrokken instelling van openbaar nut langs de kabinetschef om of met zijn toestemming.

Afdeling 4. — Bezoldigingen, toelagen en vergoedingen

Art. 9. § 1. Aan de leden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen, van de Gewesten en van de diensten van de Brusselse instellingen wordt een kabinetstoelage toegekend geldend als wedde en vastgesteld in de hiernavolgende schalen toepasselijk op het personeel van de ministeries :

- adviseur en opdrachthouder : schaal 13/2;
- attaché : schaal 11/3.

§ 2. De personeelsleden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen, van de Gewesten en van de diensten van de Brusselse instellingen en die met de uitvoeringstaken belast zijn alsmede het vak- en dienstpersoneel ontvangen een kabinetstoelage geldend als wedde en vastgesteld binnen de minimum- en de maximumwedde van de in organiek stelsel aan de graad van de ministeries die met de uitgeoefende functie overeenstemt verbonden schaal, verhoogd met een bijkomende toelage die niet meer dan F 35.000 mag bedragen. De eventueel in overgangstelsel voor het personeel van de ministeries voorziene bijzondere schaal mag niet worden toegepast.

Art. 10. De leden en personeelsleden van de kabinetten ontvangen kinderbijslag, geboortepremie, haard- of standplaatsvergoeding, vakantiegeld, gezinsvakantiegeld en eindejaarspremie volgens het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de ministeries.

Art. 11. § 1. De personeelsleden van de nationale ministeries, van de diensten van een Gemeenschap of van een Gewest die deel uitmaken van een kabinet en die hun woonplaats en hun administratieve standplaats buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben, kunnen ten laste van de Commissie, een abonnement verkrijgen op het openbaar vervoer voor het traject van hun woonplaats naar de plaats waar het kabinet gevestigd is.

De duur van het abonnement is beperkt tot een maand en moet van maand tot maand worden verlengd. Eventueel wordt de klas van het abonnement bepaald door de graad die het personeelslid bezit in zijn oorspronkelijke administratie, overeenkomstig de reglementering inzake verplaatsingskosten.

§ 2. De leden en de personeelsleden van de kabinetten kunnen ertoe gemachtigd worden hun persoonlijk voertuig te gebruiken overeenkomstig de bij hetzelfde besluit voorziene voorwaarden voor de ambtenaren met wie ze bij dit artikel worden gelijkgesteld. Zij moeten geen ritboekje bijhouden.

Art. 12. Een stelsel gelijk aan dit voorzien in artikel 12, § 1, kan worden toegepast op de leden en personeelsleden van de kabinetten die, zonder deel uit te maken van het personeel van de nationale ministeries of van de diensten van een Gemeenschap of van een Gewest, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling.

Art. 13. Aan de personeelsleden van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen, van de Gewesten en van de diensten van de Brusselse instellingen die bij de kabinetten zijn gedetacheerd, wordt een kabinetstoelage toegekend die volgende jaarbedragen niet mag overschrijden :

- adviseur en opdrachthouder : F 233 359;
- attaché : F 137 270;
- uitvoerend personeel en vak- en dienstpersoneel : F 96 089.

Art. 14. § 1. De geldelijke toestand van de leden en personeelsleden van het kabinet die, zonder deel uit te maken van het personeel van de nationale ministeries, van de Gemeenschappen, de Gewesten en de diensten van de Brusselse instellingen toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere openbare dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling wordt als volgt geregeld :

1° wanneer de werkgever erin toestemt de wedde verder te blijven uitbetalen, bekomt de betrokkene de in artikel 14 voorziene kabinetstoelage. De Commissie betaalt eventueel aan de dienst van herkomst de wedde terug van het lid of van het personeelslid van het kabinet, eventueel verhoogd met de werkgeversbijdragen; de ten laste te nemen wedde mag evenwel niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de weddeschaal voorzien voor de in artikel 10 overeenstemmende graad;

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, bekomt de betrokkene de in artikel 10 voorziene kabinetstoelage die als wedde geldt.

Deze toelage mag evenwel niet hoger zijn dan het bedrag van de wedde verhoogd met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de bepalingen van 1° op hem van toepassing zouden zijn.

§ 2. De terugbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van de ministeries, van de Gewesten, en van de Gemeenschappen die gedetacheerd zijn bij het kabinet van een Lid van het college geschiedt, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de betrokkene federale, gewestelijke of gemeenschapsregering.

Art. 15. Het Lid van het College kan een vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in een kabinet en die niet, hetzij een functie bekleden in een nationale ministerie, een Gemeenschap, een Gewest of in de diensten van Brussels instellingen, in een Rijksdienst of in een andere openbare dienst, een instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, hetzij een functie bekleden ten laste van de Schatkist.

Deze toelage is gelijk aan maximum drie maand kabinetstoelage, geldend als wedde voor de personen die hun functie gedurende ten minste één jaar hebben uitgeoefend. Is deze termijn minder lang, dan wordt de aanvangstoelage verminderd tot een maand kabinetstoelage.

Bovendien kan aan de in artikel 10, § 1, bedoelde leden van de kabinetten die een volledige activiteit hebben uitgeoefend gedurende ten minste twee jaar een vertrektoelage gelijk aan één maand kabinetstoelage worden toegekend door het Lid van het College voor elk van de vierde, vijfde en zesde maand volgend op de stopzetting van de functies of het kabinet, op voorwaarde dat tijdens de bedoelde maand, de betrokkene geen enkele beroepsactiviteit heeft hervat.

Bij afwijking van het eerste lid kan het Lid van het College een forfaitaire vertrektoelage of in de diensten van de personen die één of meerdere onvolledige jaren van een Gewest, van een Rijksdienst, een andere openbare Brusselse instelling van openbaar nut of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die één of meer pensioenen ontvangen ten laste van de Schatkist voor één of meer onvolledige loopbanen.

In dat geval wordt de overeenkomstig het tweede lid van dit artikel vastgestelde vertrektoelage verminderd met de totale som die aan de betrokkene is verschuldigd voor de overeenstemmende periode, hetzij als bezoldiging voor de onvolledige functies, hetzij als pensioen.

Voor de vaststelling van de vertrektoelage komen de in artikel 10, § 2, bedoelde bijkomende toelage en de in de artikelen 14 en 18 bedoelde toelagen niet in aanmerking.

Voor de in dit artikel voorziene vertrektoelage moet er geen afhouding van sociale zekerheidsbijdragen worden verricht, deze toelage geeft geen aanleiding tot uitkering van kinderbijslag, verschuldigd krachtens de bepalingen van artikel 41, tweede lid, van de gecoördineerde wetten; eventueel moeten deze uitgekeerd worden door de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers op basis van de bepalingen van artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 49 van 24 oktober 1967 betreffende de aan werklozen verschuldigde gezinsprestaties.

De periode waarvoor de vertrektoelage geldt, kan niet in aanmerking worden genomen voor het berekenen van het vakantiegeld.

Geen enkele toelage wegens vertrek is verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functies stopzetten.

Art. 16. Aan de autobestuurders van de kabinetten worden toegekend :

1° een forfaitaire maandelijks toelage van F 10 981;

2° een forfaitaire vergoeding met een maximumbedrag van F 99 970 per jaar.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1959 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfskosten van de personeelsleden van de ministeries alsmede de bijkomende toelage en de kabinetstoelage voorzien in de artikelen 10 en 14 van dit besluit, zijn er niet van toepassing op.

Art. 17. § 1. De vergoedingen en toelagen, voorzien in de artikelen 10, 11, 14 en 17, worden maandelijks na verloop van de termijn uitbetaald. De vergoeding of de toelage van de maand is gelijk aan 1/12de van het jaarbedrag. Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald, overeenkomstig de regels voorzien in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

§ 2. De vergoedingen en toelagen, voorzien in de artikelen 10, 11, 14 en 17, zijn gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van kleinhandelsprijzen, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 tot regeling van een stelsel van binding aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen; derhalve geldt het indexcijfer 138,01.

Brussel, 31 maart 1994.

Voorzitter van het College belast met de sociale promotie,
de bijstand aan personen, de beroepsomscholing en -bijscholing,
Ch. PICQUE

Lid van het College belast met het cultureel beleid,
D. GOSUIN

Lid van het College belast met het toerisme, het schoolvervoer,
het gezondheidsbeleid en de internationale betrekkingen,
D. HARMEL

Lid van het College belast met de begroting en het openbaar ambt,
R. HOTYAT

Lid van het College belast met de lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens,
het jongerenbeleid, de voortdurende vorming en de culturele centra,
D. van EYLL

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[C — 14085]

30 MAART 1994. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan sommige personeelsleden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 110;

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging, inzonderheid op artikel 14;

Overwegende dat sommige personeelsleden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie in de uitoefening van hun ambt de overtredingen van deze wetten en de ter uitvoering ervan genomen besluiten moeten kunnen opsporen en vaststellen, inzonderheid de ambtenaren van de operationele directie die belast zijn met de toekenning van licenties, de goedkeuringen en erkenningen inzake telecommunicatie en de controle en het toezicht op de radiocommunicatie;

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C — 14085]

30 MARS 1994. — Arrêté royal relatif à l'octroi de la qualité d'officier de police judiciaire à certains membres du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 110;

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment l'article 14;

Considérant que certains membres du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, pouvoir rechercher et déterminer les infractions, à ces lois et aux arrêtés pris en exécution de celles-ci, notamment les fonctionnaires de la direction opérationnelle chargés de l'octroi des licences, des agréments et des accréditations en matière de télécommunication et du contrôle et de la surveillance en ce qui concerne les radiocommunications;